

COLLOQUE INTERNATIONAL

Dynamiques de genre et métiers de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage

APPEL À COMMUNICATIONS

Paris, 4-5 juin 2020

En France, comme dans plusieurs pays, les professions d'architecte, d'urbaniste et de paysagiste franchissent un seuil historique, du point de vue de leur féminisation. Les femmes sont majoritaires parmi les étudiant.e.s des écoles d'architecture depuis 2004¹ et elles représentent à l'heure actuelle 50% des nouvelles et nouveaux inscrit.e.s à l'Ordre des Architectes à l'échelle nationale² - contre 29% de l'ensemble des inscrit.e.s. Il aura fallu près d'un siècle pour atteindre cette situation proche de l'équilibre, en termes de genre. Les formations en urbanisme ont connu une évolution genrée similaire, bien qu'on ne puisse pas la suivre avec autant de précision. D'après le Conseil National des Jeunes Urbanistes, les femmes représentent aujourd'hui 64% des diplômé.e.s³. Si l'on regarde à titre d'exemple l'évolution des effectifs des étudiant.e.s de l'École des Ingénieurs de la Ville de Paris, on peut observer que la féminisation a été légère jusqu'au milieu des années 1990, puis de plus en plus constante et importante par la suite. Entre 2005 et 2016, les femmes ont représenté 40% des effectifs, ce qui est supérieur de plus de dix points à la moyenne des écoles d'ingénieur.e.s⁴. Chez les paysagistes, peu d'informations rendent compte de la situation française mais les données provenant de l'étranger sont assez similaires : en Australie par exemple, le nombre de femmes dans la profession croît - de 42% en 2001 à 47% en 2016 - tandis que le pourcentage de femmes diplômées au cours de cette période a également augmenté pour atteindre les 60%⁵.

Néanmoins, la parité numérique ne signifie pas l'égalité des chances professionnelles entre hommes et femmes : nombre de revendications des associations féministes (en France, on peut citer : Architectuelles Hauts-de-France, Arvha, Mémo, Women in architecture France) restent insatisfaites. Elles font le constat de nombreuses inégalités professionnelles : en termes de revenus (l'écart de revenu entre hommes et femmes architectes est de 41 % en moyenne⁶), en termes de difficultés d'accès à la commande rémunératrice et de précarité professionnelle, en termes de visibilité

1 Elles représentent aujourd'hui 57% des effectifs et, dès 2006, elles étaient majoritaires parmi les habilité.e.s HMONP.

2 Ce seuil des 50 % des nouvelles inscriptions a été franchi en 2018.

3 Études publiées en 2014 et 2016 sur l'insertion professionnelle des jeunes urbanistes : CNJU. 2018. « L'insertion professionnelle des jeunes urbanistes diplômés : l'intégralité des résultats de la 4ème enquête nationale du CNJU ». Collectif national des jeunes urbanistes (blog). 7 novembre 2018. www.jeunes-urbanistes.fr/?p=3289.

CNJU, et APERAU. 2014. « L'insertion professionnelle des jeunes urbanistes diplômés : état des lieux en 2014 ». Conseil National des Jeunes Urbanistes. www.jeunes-urbanistes.fr/?p=2541.

4 Biarrotte, Lucile. En cours. « (Dé)genrer l'urbaniste. Cultures et organisations de genre dans les milieux de l'urbanisme en France (1919-2019) ». Thèse de doctorat, Paris: Université Paris Est. www.theses.fr/s142583 ; Darmon, Karine. 2017. « Ingénieur-E-s : combien êtes-vous, les filles ? » *Studyrama Grandes Ecoles*, 23 mars 2017. <https://grandes-ecoles.studyrama.com/ecoles-d-ingenieurs/choisir-son-ecole/ingenieur-au-feminin/ingenieur-e-s-combien-etes-vous-les-filles-1787.html>.

5 https://www.aila.org.au//imis_prod/documents/Census%20Report%20-%20Women%20in%20Landscape%20Architecture_Dec%202018.pdf

⁶ Ordre des architectes, *Archigraphie 2018*, p. 49

(au sein des médias, des lieux de diffusion de la culture urbaine) et en termes de reconnaissance (prix...).

Cet appel à communications vise à réunir des contributions pour un bilan des avancées et des limites de la féminisation et des dynamiques de genre à l'œuvre dans les mondes professionnels de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage en France, cinquante ans après l'entrée « massive » des femmes dans les écoles d'architecture en 1968. Il invite à scruter, discuter, partager les données et les analyses sur les modalités, les temporalités et les effets de ce processus social et historique de transformation des rapports de genre et, plus largement, des rapports de domination (race, classe sociale, etc.) dans une perspective intersectionnelle.

Émanant d'historien.ne.s ou de sociologues et principalement développées depuis le début des années 2000, des recherches ont amorcé l'étude des étudiantes des écoles d'architecture et identifié quelques « figures » de l'architecture. Elles ont également développé des premières approches genrées des parcours professionnels et des conditions d'exercice.

Toutefois, les recherches concernant la France demeurent disparates et peu visibles, si on les compare aux riches productions dont ce domaine professionnel a fait l'objet à l'étranger. Depuis la parution de l'ouvrage collectif *Women in American architecture: a historic and contemporary perspective*, en 1977, à l'occasion de l'exposition éponyme aux États-Unis, jusqu'aux parutions plus récentes, provenant notamment de la Grande-Bretagne et du Canada, de nombreux travaux et événements scientifiques ont permis depuis 40 ans l'émergence d'une abondante littérature scientifique. Des programmes incitatifs tels que MoMoWo (Women's creativity since the Modern Movement) ont lancé des dynamiques de recherche à l'échelle européenne.

Ce colloque, centré sur la période 2000-2020 et la situation française, se propose de prendre place dans cette dynamique internationale. Il est ouvert aux diverses disciplines (architecture, histoire, ingénierie, paysage, sociologie, ethnologie, urbanisme...) à l'international, susceptibles d'apporter un éclairage sur les problématiques du genre dans ces mondes professionnels. Il pourra déboucher sur la définition d'un projet collectif de recherche et se décline selon trois lignes d'approche :

Axe 1 : l'enseignement de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage au prisme du genre

Le premier axe de réflexion porte sur l'enseignement, en France, de l'architecture, de l'urbanisme, du paysage mais aussi des disciplines liées à ces métiers telles que l'architecture intérieure ou l'ingénierie de la construction, pour ne citer que ces deux exemples.

Il s'agit d'interroger aussi bien les profils et motivations des étudiant.es, les pratiques des enseignant.es et les politiques des établissements (écoles d'architecture, écoles du paysage, instituts d'urbanisme, ...).

On pourra s'intéresser à des questions telles que l'accueil réservé aux femmes, leurs manières d'investir la formation et les changements apportés par leur présence ou par la modification des sex - ratio, les contenus explicitement ou implicitement genrés de l'enseignement, l'organisation des études, les attentes des enseignant.e.s.

Axe 2 : Effets de la féminisation sur les pratiques professionnelles

Le deuxième axe propose d'interroger la répartition genrée des modes d'exercice (libéral.e/associé.e/fonctionnaire/salarié.e...) et des pratiques professionnelles développées dans les métiers de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage, depuis la fin du XXe siècle, en France.

Les femmes ont-elles investi des sphères d'activité particulières sur cette période ?

Assiste-t-on, au XXI^e siècle, à une homogénéisation des modes d'exercice entre hommes et femmes ?

Quelles sont les activités développées par les architectes inscrites et par les architectes non-inscrites (auprès de l'Ordre des architectes) ?

Les femmes ont-elles été, sur cette période, des actrices importantes de la « diversification des métiers de l'architecture » et de l'aménagement ? Comment la relecture de ces professions avec les lunettes de genre permet-elle d'en questionner les contours ?

Pourront être discutés les facteurs agissant sur la détermination des carrières professionnelles, ainsi que les questions liées à l'articulation des vies privées et professionnelles, notamment du point de vue des contraintes domestiques et de la division sexuelle du travail dans la sphère familiale.

La réflexion pourra inclure des études sur une pratique professionnelle spécifique.

Axe 3 : État des savoirs et cadres d'analyse

Ce troisième axe propose de développer un regard réflexif sur des travaux de recherche existants, en France et à l'étranger et d'interroger des notions ou concepts développés en socio - histoire de la féminisation de différents métiers. Ce faisant, il s'agit de rendre compte des approches et méthodes mises en place pour remettre en question « l'unité de la catégorie « femmes » » et « de saisir ses lignes de fracture et d'initier une approche par les différences de sexe et les constructions sociales qui les font exister. » (Maruani, 2001, p.51).

Quels sont les travaux de recherche en la matière ? Sur quels métiers portent-ils ? Quelles sont les difficultés historiographiques communes (rareté ou défaillance des archives, femmes mariées actives non comptabilisées en tant que travailleuses, changements des patronymes, pseudonymat...) ?

Dans quelle mesure ces cadres d'analyse nous permettent-ils d'éclairer les processus que nous étudions ? Quelles sont les nouvelles articulations conceptuelles à imaginer pour décrypter les situations contemporaines ? Quels sont les lieux communs des inégalités et disparités permettant une compréhension globale des mécanismes de domination ?

Dans quelle mesure les études de cas étrangères sur les dimensions genrées de l'architecture, de l'urbanisme, sont-elles transposables ou adaptables aux conditions et évolutions d'exercice dans le cadre français ?

Bibliographie indicative

- ADAMS Annmarie, TANCRED Peta, *Designing women: gender and the architectural profession*, Toronto, Canada, University of Toronto Press, 2000
- CHADOIN Olivier, *Être architecte : les vertus de l'indétermination : une sociologie du travail professionnel*, Limoges, France, Pulim, 2013
- DARLING Elizabeth, WALKER Lynne (eds.), *AA women in architecture, 1917-2017*, London, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, AA Publications, 2017
- DIDIER Béatrice, FOUQUE Antoinette, CALLE-GRUBER Mireille (dir.), *Le dictionnaire universel des créatrices*, Paris, France, Des femmes-Antoinette Fouque, 2013, 3 vol.
- GINSBURGER Nicolas, « Les premières géographes universitaires en France : enquête sur les débuts d'une féminisation disciplinaire (1913-1928) », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Epistémologie, Histoire de la Géographie, Didactique, document 734, mis en ligne le 09 septembre 2015, consulté le 18 juillet 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeo/27138> ; DOI : 10.4000/cybergeo.27138
- GREED Clara, *Women and Planning: Creating Gendered Realities*, London, New York, Routledge, 1994
- HENDLER Sue, MARKOVICH Julia, *I Was the Only Woman: Women and Planning in Canada*, Vancouver, Toronto, University of British Columbia Press, 2017
- LAPEYRE Nathalie, *Les professions face aux enjeux de la féminisation*, Toulouse, France, Octares, 2006

- MOUCHEL Lydie, *Femmes architectes « une histoire à écrire »*, DEA Histoire socio-culturelle, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines, s.l., 2000

Les réponses à l'appel à communications doivent comporter :

- Nom et prénom de.s auteur.e.s
- Statut(s)
- Discipline(s)
- Établissement(s) et laboratoire(s) de rattachement
- Adresse(s) électronique(s)
- Titre de la communication - Proposition de numéro(s) d'axe(s)
- Résumé (entre 3 000 et 5 000 signes espaces compris) dont la présentation claire détaillée de la méthodologie employée et des sources/documents mobilisé.e.s.
- Principales références bibliographiques

La langue est soit l'anglais soit le français, au choix libre de la personne qui propose une communication.

Les propositions doivent être envoyées dans un fichier texte (.doc, .docx ou .rtf) et s'intituler « NOM DE FAMILLE ».

Les propositions de doctorant.e.s et de jeunes chercheur.e.s sont encouragées et feront l'objet d'une attention particulière.

Comité d'organisation

Le comité d'organisation est constitué de :

- Stéphanie Bouysse-Mesnage, architecte, MCFA à l'Ensa de Nantes, doctorante à l'équipe d'accueil ARCHE de l'Université de Strasbourg et membre associée de l'équipe AHTTEP (UMR Ausser) de l'Ensa Paris-La Villette.
- Stéphanie Dadour, docteure en architecture, MCF à l'Ensa de Grenoble et chercheure au laboratoire MHAevt, associée au laboratoire ACS (UMR Ausser) de l'Ensa Paris-Malaquais.
- Isabelle Grudet, architecte DPLG, docteure en architecture, IR du Ministère de la culture, responsable scientifique du Let (UMR Lavue) de l'Ensa de Paris-La Villette (HESAM-Université).
- Anne Labroille, architecte DPLG, urbaniste, MCFA du Master urbanisme et aménagement de Paris Nanterre, associée au Let et co-fondatrice de MÉMO.
- Elise Macaire, architecte DPLG et sociologue, docteure en architecture, MCF à l'Ensa de Paris-La Villette et membre du Let, co-responsable du réseau RAMAU.

Comité scientifique

Le comité scientifique est composé des membres du comité d'organisation et de :

- Lucile Biarrotte, doctorante en urbanisme, Lab'Urba, Université Paris Est, membre du groupe transversal JEDI, cofondatrice de l'atelier de jeunes chercheur.e.s GenrEspace et créatrice de la liste de diffusion UrbaGenre. Membre du GenderHub d'ONU Habitat.
- Véronique Biau, architecte-urbaniste en chef de l'État, HDR en aménagement-urbanisme, Let (UMR Lavue) Ensa Paris-La Villette, HESAM-Université, co-responsable du réseau RAMAU.

- Karen Bowie, historienne de l'architecture et de la ville, professeure Ensa Paris-La-Villette, AHTTEP (UMR Ausser).
- Pierre Chabard, architecte, historien, critique d'architecture, MCF Ensa Paris-La-Villette, chercheur AHTTEP (UMR Ausser).
- Olivier Chadoin, sociologue, MCF Ensap Bordeaux, HDR, chercheur au CED et au laboratoire PAVE.
- Anne-Marie Châtelet, professeure d'histoire et de culture architecturales Ensa Strasbourg, membre EA3400-ARCHE Université de Strasbourg.
- Caterina Franchini, docteure en Histoire et Critique du Patrimoine architectural, maître en Conservation (RLICC), qualifiée aux fonctions de professeur associé, chargée de recherche et d'enseignement (Politecnico di Torino), coordinatrice du projet européen MoMoWo (2014-18, Project Leader E. Garda), advisor editor de la Global Encyclopedia of Women in Architecture.
- Charles Gadea, professeur de sociologie, Université Paris Nanterre, membre de l'IDHES (UMR 8533), responsable du réseau thématique 1 (Travail, savoirs et professions) de l'AFS, co-responsable du comité de recherche 32 de l'ASLF, co-animateur du groupe transversal "Métiers de la ville" du Labex Futurs urbains, membre du bureau du MAGE et ancien président du RC 52 (Sociology of Professional groups) de l'ISA.
- Elise Koering, MCFA à l'Ensa Strasbourg, chercheuse au LACTH (Ensap Lille), assistante de recherche à l'USIAS.
- Nathalie Lapeyre, sociologue, professeure des universités, Université Toulouse Jean Jaurès, CERTOP CNRS UMR 5044, co-directrice du MAGE et du Réseau de recherche ARPEGE/Genre-Toulouse.
- Nicky Le Feuvre, professeure de sociologie du travail à l'Université de Lausanne (Vice-doyenne en charge de l'égalité à la Faculté des Sciences sociales et politiques), co-directrice du programme Gender, Mobility & Occupations du Pôle national de recherche LIVES et pilote du projet DAISIE (Dynamics of Accumulated Inequality for Seniors in Employment) du programme européen NORFACE-DIAL.
- Catherine Marry, sociologue, directrice de recherche émérite au CNRS, Centre Maurice Halbwachs, Paris.
- Delphine Naudier, sociologue, directrice de recherche au CNRS, CSU-Cresppa/CNRS-Paris 8 (UMR 7217).
- Frédérique Patureau, chargée d'études au Département des études, de la prospective et des statistiques (Deps) du Ministère de la Culture.
- Rebecca Rogers, historienne, professeure, Université de Paris, UMR 8070 Cerlis, membre du comité de pilotage de la Cité du Genre-USPC, membre des comités de rédaction de *Clio*, *Femmes*, *Genre*, *Histoire* et *Histoire de l'éducation*.
- Corinne Sadokh, architecte DPLG, MCF, chercheuse au LRA (Laboratoire de Recherche en Architecture, Ensa Toulouse), Membre du Conseil scientifique du RAMAU.

Calendrier

15 octobre 2019 : date limite pour l'envoi des propositions de communication

15 décembre 2019 : communication du résultat de la sélection après évaluation par le comité scientifique

15 mars 2020 : date limite pour l'envoi des textes, supports des interventions (20 minutes), au comité d'organisation

4-5 juin 2020 : Colloque à Paris (lieu à définir)

Des actes seront diffusés le jour du colloque, la date de rendu des textes (15 mars) permettant un échange entre les auteur.e.s et les responsables des sessions avant la tenue du colloque.

Une publication, contenant une sélection d'articles issus des présentations, est prévue postérieurement au colloque.

Adresse de correspondance et d'envoi des propositions de communication

isabelle.grudet@paris-lavillette.archi.fr (copie à envoyer à let.secretariat@gmail.com)